L'Est Républicain
Edition de Besançon ; Edition de Montbéliard ; Edition de Vesoul ; Edition de Belfort
Région | franche-comté, vendredi 16 octobre 2026 601 mots, p. EVES7,MONT7,DOHD7,EBEL7

Besançon

Violences sexistes et sexuelles : « Mieux faire connaître les outils pour lutter »

Propos recueillis par Pierre Laurent

Cyrine Destrigneville, qui se destine à la médecine générale, vient de passer son doctorat en soutenant une thèse sur la « Connaissance des violences sexistes et sexuelles (VSS) et de leurs dispositifs de prévention et de signalement en médecine à Besançon ». Or « si l'on constate un réel engagement à Besançon, ce qui est rassurant, encore faut-il promouvoir ce qui existe. » Interview.

page page
even page 7
dpage
ebel7

Comment avez-vous choisi ce sujet ?

« J'ai été sensibilisée aux violences sexistes et sexuelles, dans le milieu médical notamment, avec le témoignage de la Pr Karine Lacombe , en 2004, et les nombreux témoignages qui ont suivi sur les réseaux. Les chiffres de l'enquête de la CNAM (NDLR : Caisse nationale de l' Assurance maladie) sur le sujet m'ont aussi interpellée : 54 % des médecins femmes et 5 % des médecins hommes disant avoir subi de telles violences. Or, non seulement ces VSS créent un climat professionnel délétère, mais tout cela a un impact sur la qualité des soins. »

Faites-vous partie des 54 % que vous avez mentionnés ?

« Cela a fait effectivement écho à certains comportements qui m'avaient interpellée durant mon parcours, mais sur lesquels je n'arrivais pas vraiment à mettre des mots tant que je n'avais pas étudié le sujet. Et en parlant de mon sujet de thèse, j'ai recueilli pas mal de témoignages. Lorsque j'ai repris le plan national de lutte contre les VSS initié par l'ancien ministre de la Santé Yannick Neuder, j'ai réalisé qu'aucune évaluation n'avait été effectuée auprès de la population cible. D'où mon travail de recherche. »

Avec quels constats ?

« Après avoir questionné les externes, les internes et les jeunes médecins à Besançon et dans ses périphéries, j'ai constaté une bonne connaissance globale des notions de violences sexistes et sexuelles, surtout celles les plus graves (le harcèlement, l'agression sexuelle et le viol), mais qu'en revanche, l'outrage sexiste était méconnu. Or, c'est de loin la forme la plus fréquente en médecine, puisque cela concerne jusqu'à 80 % des internes femmes. Sachant que pour rappel, un outrage sexiste est un propos qui vise une personne en raison de son genre avec un caractère rabaissant, humiliant. Ça peut être des réflexions du style "T'as tes règles ou quoi aujourd'hui ?" ou "Ben alors ma belle, il faudrait sourire un peu plus !" Comme la notion n'est pas bien connue, cela limite les signalements. »

« Il existe un vrai engagement à Besançon »

Que préconisez-vous pour améliorer la situation ?

« J'ai trouvé dans la littérature internationale une méthode de formation efficace qui s'adresse aux témoins potentiels de ces VSS. Elle leur apprend à repérer la situation, développer le réflexe d'agir, intervenir en sécurité, et soutenir la victime. Non seulement, cela permet de diminuer le nombre de VSS, mais les signalements augmentent et les témoins expriment au quotidien leur désapprobation. Qui plus est, quand cette méthode est appliquée, on trouve plus de femmes aux postes de direction, car il y a moins de démissions liées au harcèlement sexuel au travail. »

Quant à vos conclusions concernant le bassin médical de Besançon ?

« Il existe un vrai engagement à Besançon pour lutter contre les VSS -le CHU dispose d'un outil de signalement interne et la faculté a une cellule d'accueil des étudiants victimes- et c'est assez rassurant. J'ai également créé un violentomètre des VSS en médecine. Reste maintenant à mieux faire connaître ces outils. »

Illustration(s) :

Cyrine Destrigneville : « Il faut continuer à en parler et à aider les gens à identifier les situations ». Photo Cyrine Destrigneville
.

© 2026 L'Est Républicain

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20261016·ERP·18af40fe504d4138aa96788667d4756d